

# Plan d'action de Transparence International France pour la période 2010-2012

*Plan d'action adopté le 25.01.10 par le conseil d'administration de l'association*

---

Transparence International France est la section française de Transparency International (TI), la principale organisation de la société civile qui se consacre à la transparence et à l'intégrité de la vie publique et économique.

A travers l'action de plus d'une centaine de sections affiliées réparties dans le monde entier et de son secrétariat international basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion aux ravages de la corruption et travaille de concert avec les décideurs publics, le secteur privé et la société civile dans le but de la combattre.

[www.transparence-france.org](http://www.transparence-france.org) / [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

## Sommaire

### **I. Notre projet**

### **II. Comment nous travaillons**

### **III. Nos objectifs 2010-2012**

1. Transparence et intégrité de la vie politique, administrative et de l'action publique
2. Transparence et intégrité du secteur financier
3. Transparence et intégrité du monde de l'entreprise
4. Aide aux victimes de la corruption
5. Sensibilisation de la jeunesse et soutien de la recherche

## **I. Notre projet**

L'association Transparency International France – ou « TI France » – regroupe des citoyens, des entreprises et des associations autour de la volonté commune d'améliorer significativement, dans notre pays, la gouvernance publique et privée en termes de transparence, d'intégrité et de responsabilité.

Ceci passe notamment par une action résolue de prévention et de lutte contre les différentes formes de corruption, le blanchiment de l'argent sale et les divers types de fraudes.

TI France entend contribuer au développement de comportements éthiques, citoyens et responsables et, ce faisant, aux conditions de la confiance entre les différents acteurs de la société.

Section française de Transparency International (TI), TI France inscrit son action dans le cadre de la stratégie définie par le mouvement TI, principale organisation de la société civile qui se consacre à la transparence et à l'intégrité de la vie publique et économique. TI est une ONG de dimension mondiale, qui fédère plus d'une centaine de sections et points de contacts nationaux affiliés, présents sur tous les continents. Le secrétariat international est une association de droit allemand installée à Berlin depuis sa création en 1993.

Nos valeurs sont la transparence, la responsabilité, l'intégrité, la solidarité, le courage, la justice et la démocratie.

### **Pourquoi agir contre la corruption ?**

**Nous définissons la corruption comme l'abus à des fins privées d'un pouvoir reçu en délégation.** Cette définition recouvre des pratiques très diverses : conflits d'intérêts, détournements de fonds publics, sommes extorquées par des agents publics abusant de leur pouvoir, autorités publiques soudoyées par des particuliers ou des entreprises pour fermer les yeux sur le non-respect d'une réglementation ou prendre une décision partielle, pots-de-vin versés par une entreprise au responsable des achats d'une autre, etc.

Nous estimons que les défis du développement durable – changement climatique, accès aux ressources de base comme l'eau ou l'énergie – ne pourront être relevés sans une intensification des efforts internationaux en faveur d'une meilleure gouvernance, tant au niveau local que mondial.

Les coûts politiques, sociaux, économiques et environnementaux de la corruption sont en effet considérables. La corruption :

- est une atteinte aux droits de l'Homme ainsi qu'aux fondements mêmes de la démocratie ;
- mine l'esprit civique et entraîne une perte de confiance des populations envers leurs institutions et leurs dirigeants ;
- alimente l'instabilité politique et sociale et, dans les pays les plus touchés, la démotivation et la fuite des jeunes talents ;
- rend possible de graves atteintes à l'environnement et à la sécurité des personnes ;
- fausse les règles du marché et de la concurrence au détriment des entreprises les plus compétitives ;

- décourage les investissements privés dans les pays où la corruption est endémique et qui sont aussi les plus pauvres.

Pour ces différentes raisons, la corruption freine considérablement l'effort international de lutte contre la pauvreté. Elle est à la fois un facteur de sous-développement et un obstacle majeur aux efforts déployés pour s'y attaquer (cas de détournements de l'aide internationale).

## **II. Comment nous travaillons**

TI France souhaite poursuivre une action :

- **de sensibilisation** des décideurs et du grand public aux enjeux de l'intégrité et de la transparence ;
- **de plaidoyer et d'alerte** en faveur du renforcement et de la mise en œuvre effective du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption ;
- **d'expertise** au service de tous les acteurs de la société – particuliers, administrations, entreprises et autres composantes de la société civile – qui recherchent un appui dans leur action contre la corruption.

Nos actions de plaidoyer visent autant le grand public que les décideurs de la vie publique et économique.

Initiateurs d'actions concertées, nous travaillons en coopération avec les citoyens, les entreprises, les organisations à but non lucratif, les gouvernements, les collectivités territoriales et les organisations internationales, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs engagés dans le combat contre la corruption.

Nous agissons en citoyens, sans esprit partisan ni sectarisme.

Nous condamnons la corruption toutes les fois où elle est clairement établie, mais nous ne considérons pas que c'est à nous qu'il revient d'enquêter sur des cas individuels de corruption.

A travers des groupes de travail dédiés, nous exerçons une veille sur les sujets que nous considérons prioritaires afin de mettre à jour en continu des recommandations que nous voulons réalistes. Nos prises de position sont fondées sur une analyse objective et professionnelle et sur des critères rigoureux.

Nos réalisations sont le fruit des décisions et du travail bénévole de nos membres, coordonné par l'équipe de salariés permanents de l'association.

Nous nous développons et nous œuvrons avec le concours de nos adhérents individuels et institutionnels ainsi que du réseau international de TI.

## **Transparence de nos activités et gouvernance interne**

Nous affichons l'objectif de maintenir nos pratiques au niveau des meilleures pratiques de transparence et de gouvernance des associations et de les faire constamment progresser. Il s'agit d'un domaine dans lequel nous souhaitons être à la fois exemplaires et forces de propositions.

Nous continuerons, au minimum :

- à n'accepter que des financements qui ne compromettent pas notre aptitude à examiner les problèmes librement, en profondeur et objectivement ;
- à assurer une transparence irréprochable sur nos sources de financement en rendant notamment publics nos comptes annuels certifiés ;
- à rendre compte régulièrement, de manière lisible et détaillée, de toutes nos activités à travers en particulier notre rapport moral annuel ;
- à prévenir toute situation de conflit d'intérêts par la publication de déclarations d'intérêts de nos dirigeants ;
- à scrupuleusement respecter la charte de l'association et à saisir notre déontologue de toute question relative à son interprétation ;
- à scrupuleusement respecter les statuts de l'association et à saisir l'assemblée générale annuelle de toute question relative à leur interprétation.

### **III. Nos objectifs 2010-2012**

Sur la période 2007-2010, TI France a acquis dans notre pays une forte reconnaissance en termes de légitimité et d'expertise auprès de ses différents publics. L'audience de l'association n'a jamais été aussi large et nous sommes aujourd'hui perçus comme la principale organisation de la société civile œuvrant en France à la promotion de l'intégrité et de la transparence. L'importance de ces sujets, demeurant toujours aussi forte en 2010, le premier objectif de notre nouveau plan d'action est de consolider ces acquis pour encourager, via des partenariats choisis, l'engagement dans le combat contre la corruption de tous les autres acteurs de la bonne gouvernance (associations et ONG, pouvoirs publics, entreprises).

Les objectifs présentés ci-dessous visent à donner une feuille de route à l'action de TI France pour les trois prochaines années. L'association pourrait toutefois être amenée à réévaluer ces priorités si les évolutions de la stratégie du mouvement Transparency International<sup>1</sup> ou de l'agenda politique venaient à le justifier.

Les objectifs de TI France relèvent de cinq domaines d'actions prioritaires correspondant chacun à une catégorie d'interlocuteurs naturels de l'association : 1/ les acteurs de la vie politique et de l'action publique, 2/ les institutions financières, 3/ les entreprises, 4/ les victimes de la corruption et, en dernier lieu, 5/ les enfants, adolescents et jeunes adultes en tant que futurs acteurs de la vie économique et sociale (jeunesse).

---

<sup>1</sup> L'assemblée générale mondiale de Transparency International adoptera fin 2010 une nouvelle stratégie pour la période 2011-2015.

## **1. Transparence et intégrité de la vie politique, administrative et de l'action publique**

La corruption est par définition une atteinte à l'intérêt général défini et garanti par les élus du peuple et les autorités publiques. Elle sape la confiance des citoyens dans la démocratie. Les représentants de l'Etat sont les premiers dépositaires de l'action visant à la combattre. TI France qui n'entend pas se substituer à cette action, souhaite cependant l'inspirer. En tant qu'organisation de la société civile indépendante, nous nous proposons d'exercer un rôle d'analyse et de proposition pour éclairer, par notre expertise, les débats publics relevant de notre objet, mais également un rôle d'alerte lorsque certaines situations nous paraissent l'exiger.

L'objectif de TI France est de voir notre pays se doter d'un dispositif réglementaire et institutionnel à même de garantir l'intégrité et la transparence de la vie publique et économique. Pour ce faire, nous tentons d'agir pour que cette préoccupation soit en bonne place dans l'agenda politique. Par ces efforts, nous espérons aussi convaincre nos représentants politiques de la nécessité de faire évoluer les pratiques pour combattre la défiance croissante exprimée à leur rencontre par les citoyens.

Dans ce domaine, nos objectifs sont :

- d'exercer un rôle de veille, d'alerte et de proposition pour garantir que la justice et la police françaises aient les moyens nécessaires pour mettre au jour et traiter les affaires de corruption, notamment celles les plus politiquement sensibles ;
- d'amener nos élus à prendre des engagements précis en matière d'intégrité et de transparence et d'assurer le suivi de ces engagements ;
- de suivre le respect par la France de ses engagements internationaux à lutter contre la corruption (ONU, G20, OCDE, Conseil de l'Europe) ;
- d'encourager le développement de procédures d'intégrité et de transparence dans les administrations et les collectivités locales ;
- de promouvoir un encadrement des activités de lobbying qui soit à la hauteur de l'enjeu démocratique du sujet ;
- de favoriser la généralisation des meilleures pratiques de transparence et de gouvernance dans le monde associatif et les ONG.

## **2. Transparence et intégrité du secteur financier**

TI France considère que le manque de transparence et de régulation du secteur financier facilite la circulation de l'argent sale dont celui de la corruption. Dans le contexte de la crise financière qui a débuté en 2008, l'association a accentué ses actions de plaidoyer dans ce domaine avec une attention particulière aux abus des centres financiers non coopératifs, plus communément désignés « paradis fiscaux ».

Notre objectif est de poursuivre nos actions de plaidoyer à travers le suivi des engagements internationaux, en particulier ceux pris au niveau du G20.

## **3. Transparence et intégrité du monde de l'entreprise**

Considérant le rôle de premier plan que le secteur privé est naturellement appelé à jouer pour faire progresser la lutte internationale contre la corruption, TI France souhaite encourager les entreprises françaises à s'engager dans ce combat. Cet engagement passe

concrètement par la mise en place, au sein des entreprises, de politiques et de programmes dédiés à la prévention de la corruption.

Dans ce domaine, nos objectifs sont :

- de continuer à sensibiliser le monde de l'entreprise à l'importance de prévenir les risques de corruption et à la responsabilité qui est la sienne dans la lutte mondiale contre ce fléau ;
- d'identifier et diffuser le plus largement possible les meilleures pratiques de prévention ;
- d'accompagner les entreprises qui le souhaitent et, en particulier, les entreprises membres de l'association, dans la définition ou l'évaluation de leurs programmes de prévention ;
- de continuer notre plaidoyer pour que la lutte contre la corruption soit reconnue comme l'une des composantes essentielles de toute démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ;
- de poursuivre les collaborations avec les divers acteurs chargés de développer les normes et référentiels applicables à la prévention de la corruption dans le secteur privé (pouvoirs publics, agences de notation extra-financière, fonds d'investissement socialement responsables, fédérations d'entreprises, etc.)

Lorsque nous nouons des collaborations avec des entreprises, chacun des partenaires agit dans le respect du rôle, de l'indépendance et des spécificités de l'autre. Nous ne considérons pas qu'il relève de notre objet de certifier les pratiques des entreprises. Notre rôle se limite à la formulation de recommandations sur la base des informations portées à notre connaissance par nos partenaires. Autant par principe qu'en raison de ses moyens limités, TI France ne se substitue pas à leur management dans la mise en œuvre des programmes anti-corruption dont ils demeurent, en définitive, les seuls responsables. Nous n'acceptons de la part des entreprises que des financements qui ne compromettent pas notre aptitude à examiner les problèmes librement, en profondeur et objectivement.

#### **4. Aide aux victimes de la corruption**

Alors que les conséquences dramatiques de la corruption – politiques, sociales, économiques, environnementales, sanitaires et pour la sécurité des personnes – sont aujourd'hui largement reconnues, il est encore extrêmement difficile pour les victimes de la corruption de faire valoir leurs droits et d'obtenir réparation de leurs préjudices.

Dans la continuité des colloques que nous avons consacrés à ce thème en 2007 et 2008, nos objectifs sont :

- de nous organiser pour mieux répondre aux victimes et témoins de la corruption qui sollicitent notre appui ;
- de poursuivre notre plaidoyer visant à permettre aux associations de lutte contre la corruption d'agir en justice en soutien des victimes ;
- de poursuivre notre plaidoyer pour la mise en œuvre effective du principe de restitution aux populations des avoirs détournés ;
- d'apporter notre soutien aux personnes subissant des représailles en raison de leur engagement en faveur de l'intégrité et de la transparence.

## **5. Sensibilisation de la jeunesse et soutien de la recherche**

Les enfants, adolescents et jeunes adultes sont les futurs acteurs de la vie économique et sociale. Il est donc essentiel de les sensibiliser aux enjeux de notre action et, au-delà, aux concepts de démocratie, d'Etat de droit et d'intérêt général, autant de valeurs fondamentales dont la corruption constitue la négation.

Dans ce domaine, nos objectifs sont :

- d'aller à la rencontre de la jeunesse pour la sensibiliser aux enjeux d'intégrité et de transparence ;
- d'encourager le développement dans l'enseignement supérieur et les grandes écoles des travaux de recherche et des enseignements consacrés à la lutte contre la corruption, le blanchiment et les divers types de fraude.

\* \* \*